

Countries can raise \$2 trillion by copying Spain's wealth tax, study finds

Publié le 19 août 2024

L'ONG **Tax Justice Network** (ou **TJN**) est un réseau créé autour d'une coalition de chercheurs partageant tous des préoccupations communes à propos de la concurrence fiscale, l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux.

Traduction rapide avec Deepl

Une étude révèle que les pays peuvent collecter 2 000 milliards de dollars en s'inspirant de l'impôt sur la fortune en Espagne

La suppression du traitement fiscal spécial accordé aux super-riches permettrait de couvrir les besoins estimés en matière de financement de la lutte contre le changement climatique.

- En suivant l'exemple de l'impôt espagnol sur la fortune, qui frappe les 0,5 % des ménages les plus riches, les pays pourraient récolter 2 100 milliards de dollars par an au niveau mondial.

- Il est prouvé que les réformes fiscales ciblant les richesses extrêmes n'ont pas entraîné la délocalisation des superriches vers d'autres pays.

- En moyenne, la moitié de la population d'un pays ne possède que 3 % de sa richesse, tandis que les 0,5 % les plus riches en possèdent un quart.

- L'extrême richesse insécurise les économies et est directement liée au fait que les gens doivent dépenser plus qu'ils ne gagnent.

- Le traitement à deux vitesses de la richesse (impôts moins élevés sur la richesse perçue, c'est-à-dire les dividendes, les loyers, les gains en capital ; impôts plus élevés sur la richesse gagnée, c'est-à-dire les salaires) alimente l'extrême richesse et rend les économies plus pauvres que la somme de leurs parties.

Les pays peuvent collecter 2,1 billions de dollars par an en suivant l'exemple de l'Espagne, qui a réussi à imposer un impôt sur la fortune aux 0,5 % des ménages les plus riches - soit le double du montant nécessaire chaque année pour le financement externe du climat des pays en développement, qui devrait être au centre des négociations de la COP29 cette année.

La nouvelle étude du Tax Justice Network publiée aujourd'hui, et diffusée ce matin sur BBC World TV, estime le montant des recettes que chaque pays peut individuellement collecter en taxant la richesse des seuls 0,5 % des ménages les plus riches à un taux léger de 1,7 % à 3,5 %. L'impôt sur la fortune ne s'appliquerait qu'à la tranche supérieure du patrimoine des ménages et non à l'ensemble de leur patrimoine.

Si l'étude reproduit l'approche de l'impôt espagnol sur la fortune pour chaque pays, elle étend l'impôt à toutes les catégories de patrimoine dans sa modélisation, ce qui supprime certaines exemptions prévues par la loi espagnole qui en affaiblissent l'impact. L'étude constate qu'en moyenne, chaque pays pourrait collecter l'équivalent de 7 % de son budget .

L'étude montre que les réformes fiscales précédentes visant les superriches n'ont pas entraîné leur délocalisation vers d'autres pays, malgré les titres des médias affirmant le contraire. Seuls 0,01 % des ménages les plus riches ont déménagé après la mise en œuvre des réformes de l'impôt sur la fortune visant les ménages les plus riches en Norvège, en Suède et au Danemark. Une étude britannique prévoit que les

réformes relatives au statut de personne non domiciliée entraîneraient un taux de migration compris entre 0,02 % et 3,2 % au maximum.

Les estimations de l'étude sur le montant des recettes fiscales que les pays peuvent obtenir grâce à l'impôt sur la fortune reposent sur l'hypothèse prudente qu'un tel taux de migration de 3,2 % se produirait.

Le traitement à deux vitesses de la richesse insécurise les économies

Les sommes considérables que pourrait rapporter un modeste impôt sur la fortune sont possibles en raison des niveaux extrêmes de richesse accumulée par les plus riches. L'étude révèle qu'en moyenne, dans chaque pays, la moitié de la population possède à peine 3 % de l'ensemble des richesses, tandis que les 0,5 % les plus riches en détiennent un quart (25,7 %).

Selon le rapport, cette richesse extrême des super riches insécurise les économies et est directement liée à la baisse de la productivité économique, au fait que les ménages non riches doivent dépenser plus qu'ils ne gagnent et à des résultats sociétaux moins bons, tels qu'un niveau d'éducation plus faible et une espérance de vie plus courte.

Selon le Tax Justice Network, la racine du problème réside dans le traitement à deux vitesses de la richesse collectée et de la richesse gagnée. La richesse collectée — c'est-à-dire les dividendes, les plus-values et les loyers tirés de la possession de biens — est généralement imposée à des taux bien inférieurs à ceux de la richesse gagnée - c'est-à-dire les salaires tirés du travail. Dans le même temps, la richesse collectée croît habituellement plus vite que la richesse gagnée. Aujourd'hui, seule la moitié de la richesse créée chaque année dans le monde va aux personnes qui gagnent leur vie — le reste est collecté sous forme de loyers, d'intérêts, de dividendes et de plus-values.

Si les superriches peuvent travailler et avoir un emploi, la quasi-totalité de leur richesse provient de la possession d'empires commerciaux et immobiliers, et non d'un travail au sein de ces empires. Les salaires qu'ils peuvent gagner au travail ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de leur richesse. Trois des cinq hommes les plus riches de la liste des milliardaires de Forbes pour 2024 gagnent un salaire d'un dollar : Elon Musk, Mark Zuckerberg et Larry Ellison. Selon une étude réalisée en 2011, le « PDG à 1 dollar » moyen renonce à 610 000 dollars de salaire, mais gagne 2 millions de dollars d'autres rémunérations liées à la propriété.

Le traitement à deux vitesses a produit des résultats extrêmes en ce qui concerne les individus les plus riches. Les milliardaires ont tendance à payer des taux d'imposition qui ne représentent que la moitié des taux payés par le reste de la société. Et leur richesse augmente deux fois plus vite que celle du reste de la société. Cela a contribué à quadrupler la richesse des 0,0001 % depuis 1987, au détriment des économies, des sociétés et de la planète.

L'accumulation extrême de richesses ne se contente pas de créer des déséquilibres extrêmes aux conséquences néfastes, elle rend ces richesses accumulées moins productives sur le plan économique - par exemple en détournant une part disproportionnée de la richesse vers des produits dérivés spéculatifs plutôt que vers des biens et services de l'économie « réelle ». Le porte-parole du Tax Justice Network explique ainsi « pourquoi le monde ne se sent pas plus riche aujourd'hui alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses que par le passé ».

Le traitement à deux vitesses de la manière dont les gens acquièrent des richesses amplifie cette tendance. En permettant à la richesse collectée de dépasser de manière spectaculaire la richesse gagnée, le traitement à deux niveaux pousse la richesse vers des formes moins productives et hors de portée des détenteurs de richesses, tout en augmentant l'endettement des ménages non riches.

Le réseau Tax Justice Network appelle les gouvernements à mettre fin au traitement à deux vitesses de la richesse en introduisant des impôts sur la fortune. Le rapport fournit aux pays des conseils détaillés sur la manière de mettre en œuvre les lois sur l'impôt sur la fortune modélisées dans l'étude et basées sur l'exemple de l'Espagne.

Mark Bou Mansour, responsable de la communication au sein du Tax Justice Network, a déclaré : « Nos économies ont été conçues pour permettre aux gens de s'enrichir :

« Nos économies ont été conçues pour permettre aux gens de gagner la richesse dont ils ont besoin pour mener une vie sûre et confortable, mais nos règles fiscales font qu'il est plus facile pour les superriches d'amasser de la richesse que pour le reste d'entre nous de la gagner. Cette situation a permis aux superriches d'accumuler des richesses considérables, au point de rendre nos économies peu sûres et de faire en sorte qu'il soit à peine rentable de gagner sa vie.

« Il y a cette idée que les milliardaires gagnent de la richesse comme tout le monde, mais qu'ils sont plus doués. C'est faux. Il est impossible de gagner un milliard de dollars. Le travailleur américain moyen devrait travailler pendant une période 13 fois plus longue que l'existence de l'homme pour gagner autant de richesses que l'homme le plus riche du monde en possède aujourd'hui. Ce ne sont pas les salaires qui font les milliardaires, mais les dividendes et les loyers. Or, nous taxons beaucoup moins les dividendes et les loyers que les salaires, ce qui déstabilise l'économie.

« Par définition, un milliardaire possède plus de richesses qu'un ménage américain moyen ne pourrait en dépenser en 10 000 ans. La richesse contribue beaucoup moins à l'économie qu'elle ne peut le faire lorsqu'elle est mise en tombeau de façon pharaonique, rendant les économies plus pauvres que la somme de leurs parties.

« Pour sécuriser nos économies et protéger le mode de vie des salariés qui a défini l'ère moderne, nous avons besoin d'impôts sur la fortune qui mettent fin au traitement à deux vitesses de la richesse.

Les gouvernements doivent répondre à l'immense demande du public en faveur de l'impôt sur la fortune

Des sondages récents montrent que l'opinion publique soutient massivement l'imposition des richesses des super-riches dans plusieurs pays. Une majorité de 68 % des adultes dans 17 pays du G20 sont favorables à ce que les riches paient un impôt plus élevé sur leur fortune afin de financer des changements majeurs dans l'économie et les modes de vie.¹⁸ Près des trois quarts des millionnaires interrogés dans les pays du G20 sont favorables à un impôt plus élevé sur la fortune et plus de la moitié d'entre eux pensent que l'extrême richesse est une « menace pour la démocratie ».

La récente proposition du G20 en faveur d'un impôt minimum sur la fortune de 2 % pour les milliardaires a été accueillie favorablement par les décideurs politiques et les militants. Conçue pour reproduire le taux minimum d'imposition des sociétés prévu à l'échelle mondiale, la proposition du G20 nécessitera l'adhésion de la plupart

des pays ou la mise en place d'un accord international. En attendant, les pays peuvent procéder au niveau national et suivre l'exemple de la loi espagnole sur l'impôt sur la fortune.

Alors que le ciblage des milliardaires par la proposition d'impôt sur la fortune du G20 s'attaquera principalement aux concentrations de richesses les plus extrêmes dans les pays riches, le suivi de la loi espagnole sur l'impôt sur la fortune, qui cible plus largement les 0,5 %, permettra à tous les pays de s'attaquer à la concentration des richesses extrêmes dans leurs économies.

Le succès de toute proposition d'impôt sur la fortune dépend en fin de compte de la coopération des pays en matière de transparence fiscale. Bien que les avertissements concernant la réaffectation des richesses en réponse à l'impôt sur la fortune se soient révélés infondés, la capacité des superriches à utiliser des juridictions secrètes et le secret financier pour dissimuler leurs richesses aux administrations fiscales peut empêcher l'impôt sur la fortune d'être pleinement efficace. Pour que l'impôt sur la fortune soit réellement efficace, les pays doivent s'assurer que la convention fiscale des Nations unies actuellement en cours de négociation prévoit des normes de transparence fiscale solides, explique le réseau Tax Justice Network.

Alison Schultz, chargée de recherche au sein du Tax Justice Network et l'un des auteurs du rapport, a déclaré :

« La grande majorité des pays travaillent actuellement sur ce qui pourrait être le plus grand bouleversement de l'histoire des règles fiscales mondiales, afin de mettre fin au fléau de l'abus fiscal mondial par les sociétés multinationales et les superriches. Mais une minorité de pays riches semble toujours refuser de soutenir une convention-cadre solide sur la fiscalité, alors qu'il s'agit de la meilleure occasion que nous ayons jamais eue et que leurs propres citoyens exigent qu'ils agissent de toute urgence. Certains de ces mêmes pays bloquent les progrès réels de la COP29 sur le climat, empêchant le monde de récupérer des billions d'impôts dans les paradis fiscaux lors d'une réunion, puis prétendant lors de l'autre réunion qu'il n'y a pas d'argent pour la crise climatique. Il faut que cela change maintenant - le climat ne peut pas attendre, et les peuples du monde non plus ».